Forum Art, culture et création, 3ème session, Genève, le 16 mai 2009

L'importance de la culture en période de crise économique

Par Luc Recordon

Conseiller aux Etats vaudois depuis décembre 2007
Ancien conseiller national de 2003 à 2007
Municipal de la commune de Jouxten-Mézery
Ingénieur-physicien et avocat

Monsieur Luc Recordon a présenté en décembre 2008 une motion au Conseil des Etats, intitulée Soutien à la culture dans le contexte de la crise économique qui s'annonce

Discours de Luc Recordon

Mesdames et Messieurs, merci de votre présence et de votre écoute.

C'est un double honneur pour moi d'être ici présent : c'est déjà un honneur pour un Vaudois d'avoir la parole à Genève, pour un homme politique vaudois d'être écouté au bout du lac ; c'est aussi un honneur pour quelqu'un qui n'est pas un spécialiste de la culture de pouvoir s'exprimer devant des milieux qui sont tout à fait autorisés dans ce domaine. J'y suis d'autant plus attaché que je ne considère pas pour ma part que la culture soit juste « une petite chose en plus que l'on fait quand on a du temps et que l'on a un peu la tête à cela », que ce n'est pas quelque chose, pour employer un anglicisme courant, qui est juste "nice to have", mais que c'est quelque chose de profondément nécessaire à la vie de notre société ; pour en revenir à notre anglicisme c'est quelque chose qui est "need to have". Cette différence marque bien le regard que l'on peut porter, dans le monde politique et dans le monde économique, sur la culture ; c'est le propos principal de mon exposé cet après-midi.

On n'a que trop tendance à penser que c'est une annexe de la vie alors que d'une certaine façon c'est le cœur de la vie. Curieusement, les gens qui gèrent notre économie ne se rendent pas compte que plus ou moins, à leur tour, ils ont affaire à ce qu'ils appellent « la culture d'entreprise ». Ce n'est pas pour rien que ce terme est employé parce que le vaste champ que recouvre la notion de culture, qui dépasse les arts strictement répertoriés des neuf muses, a à voir avec tous les pans de notre activité. Il n'est donc pas étonnant que l'économie et la culture aient des liens étroits. Mais il est vrai aussi que dans les milieux de la culture - on l'observe - les personnes qui pratiquent ce domaine à titre professionnel, singulièrement les artistes mais aussi les techniciens qui en grand nombre font vivre le milieu artistique, les gens du domaine administratif, qui eux aussi comme les techniciens

et les artistes, sont dotés d'une sensibilité artistique et d'un goût pour cette activité, ont un peu tendance, il faut le reconnaître, à snober les aspects économiques ; comme si c'était quelque chose d'un peu sale, d'un peu secondaire ou manquant d'un peu d'élévation. Je vous le concède, ces propos liminaires tiennent en partie d'une certaine caricature, mais cela a le mérite d'illustrer quand même l'assez grand fossé qui sépare les mondes économiques – et très souvent aussi politiques - et culturels.

Voilà le cadre général posé. Pourquoi est-ce que dans la crise économique qui s'annonçait, j'ai décidé de déposer une intervention au Parlement fédéral pour demander que les programmes de relance, qui s'annonçaient aussi, doivent comporter un élément important en faveur de la culture. Replaçons-nous dans le contexte de l'automne dernier : on avait vécu les secousses du monde financier, en particulier la chute de Lehman Brothers ; on n'avait pas encore tout à fait pris la mesure de l'affaire Madoff, ou tout juste ; on avait surtout dû en Suisse mettre des dizaines de milliards – dont ceux, presque à fonds perdu, de la Banque nationale suisse - dans la recapitalisation de l'UBS pour éviter peut-être de voir s'écrouler des pans entiers de notre système économique ; on ne savait pas encore de manière certaine si et dans quelle mesure on allait vivre une crise non seulement financière mais économique ; cela paraissait hautement vraisemblable.

Un premier train de mesures du Conseil fédéral avait été lancé en novembre, on savait qu'il y en aurait un deuxième et nous étions à la session de décembre. Pour ma part, j'étais convaincu que le second train de mesures, d'après ce que l'on entendait, serait assez mesquin, assez limité parce que l'on savait que le Conseil fédéral avait tendance à raconter des contes de fée à la population pour éviter sans doute de trop l'inquiéter. En réalité, cela a eu un effet contraire ; les gens ont eu l'impression qu'on les prenait pour des imbéciles et que le gouvernement sous-estimait complètement la situation par rapport à ce que l'on pouvait ressentir sur le terrain de la vie courante de beaucoup de personnes ; même si, au niveau des salaires et du chômage, les effets n'étaient pas, il est vrai, encore palpables.

J'étais donc convaincu qu'il y aurait au moins un troisième train de mesures pour cet été et je voulais prendre de l'avance parce que je sais profondément - à cause du fossé que j'ai cité d'emblée - je sais profondément que les questions culturelles concernent au mieux, dans un gouvernement, le Ministre de la culture et peut-être l'un ou l'autre, l'une ou l'autre ministre particulièrement sensible à ces questions, qu'il est extrêmement difficile de faire prendre conscience aux gens et peut-être encore davantage au Parlement de l'importance économique du domaine culturel.

La crise qui s'annonçait a fait plus que de frapper à la porte, elle a ouvert la porte, elle s'est imposée, elle a mis le pied dans la porte, elle est entrée ; nous savons qu'il y aura un troisième train de mesures, le principe semble tout à fait acquis.

Quel est le destin du monde culturel ? Ma réflexion n'a pas fondamentalement changé depuis le dépôt de mon intervention parlementaire. Je relève - et j'en ai discuté avec le directeur de l'Office fédéral de la culture qui est sur ce point-là pleinement d'accord - que le monde culturel, outre les mérites propres qu'il a dans le domaine artistique, dans le domaine de l'éveil de la sensibilité des gens, dans la nourriture de la réflexion de notre société sur les plans les plus divers mais aussi dans la nourriture des émotions, représente très prosaïquement un secteur économique important.

Une étude réalisée en 2004, par la Haute école supérieure de Zürich, publiée et non contestée, a démontré qu'à cette époque-là plus de 17 milliards de francs étaient générés par le secteur, par tous les secteurs économiques que l'on peut rattacher à la culture, ce qui par rapport au produit intérieur brut de l'époque représentait un montant de l'ordre de 4 % ; on n'a pas d'étude plus récente ; on sait que le produit intérieur brut avoisine maintenant les 500 milliards de francs : si le domaine culturel n'avait pas progressé - ce qu'on ne sait pas - le pourcentage serait encore très largement au-dessus de 3, environ 3,5 %.

Un autre chiffre est important pour fixer les idées : le monde culturel - c'est-à-dire les artistes, les personnes au sens le plus large du terme qui les appuient dans les secteurs techniques (éclairagistes, régisseurs, etc., dans les arts du spectacle, par exemple, dans les musées il y a aussi beaucoup d'aspects techniques) et le monde administratif de la culture - représente environ 100'000 emplois dans notre pays ou en tout cas 100'000 personnes employées. Pour donner un point de comparaison, c'est de l'ordre de grandeur du secteur financier, banques et assurances. Ce n'est tout de même pas tout à fait rien ! Évidemment, ce qui change, et j'y reviendrai, c'est le niveau des salaires. Le niveau moyen dans le domaine de la finance est particulièrement différent ; je pense que dans une banque à peu près normale, en Suisse, personne ne gagne moins de 70'000 frs par an. D'après l'étude dont j'ai pris connaissance récemment et qui a été réalisée sous la responsabilité de Natacha Jaquerod à Genève, on peut estimer que dans les années 2004-2005 le salaire moyen dans différents domaines tels que le théâtre, la danse et les spectacles musicaux, dépassait légèrement 50'000 frs par année : le salaire moyen ! À comparer au salaire minimum que l'on touche dans le secteur bancaire - qui n'est pas l'entier du secteur financier mais qui est quand même la plus grosse partie actuellement, malgré les réductions que l'on connaît.

Face à cette situation que faire ? Eh bien observez que, lorsque l'on fait des plans de relance, on cherche à viser avant tout, je pense, un résultat ! Que les compétences existantes, les personnes engagées, les projets lancés ou susceptibles d'être lancés à court terme ne soient pas brisés dans leur élan - et quand je dis « brisés » le terme n'est pas forcément trop fort à voir le nombre de gens qui subissent dans leur chair la crise économique -, brisés dans leur élan par les effets d'une conjoncture défavorable.

Nous sommes encore maintenant, à mon avis et je pense de l'avis de beaucoup, au début de ce cycle conjoncturel défavorable ; il est donc logique d'essayer de prendre très vite des mesures qui viennent en appui à des choses qui doivent se faire, qui pourraient se faire, qui peut-être ne seraient pas faites tout de suite, se seraient faites plus tard et qui si on ne les soutient pas ne se feront jamais.

Il y a donc cet élément d'anticipation : cet élément consistant à aller à contre-courant du mouvement général avec l'engagement des fonds publics ; parce que si vous engagez les fonds publics dans des choses qui se feraient de toute façon maintenant, ce n'est pas la peine, il n'y a pas besoin de voler au secours de la victoire ! Il faut empêcher que les défaites soient trop lourdes et qu'elles ne se transforment en désastre. Et là, en tant qu'écologiste, j'aimerais souligner un élément extrêmement important des crises économiques : c'est qu'elles sont destructrices de valeurs, non pas de valeurs juste immédiates mais de valeurs structurelles. On a souvent tendance à prendre une crise économique, comme toute crise d'ailleurs, en disant que « c'est à la fois un malheur et une chance. C'est un malheur parce que bien sûr ça fait beaucoup de mal à beaucoup de gens et que ça met des gens dans le besoin et que ça ralentit le mouvement économique, que ça génère du chômage ; mais c'est une chance parce que ça permet de renverser certains paradigmes, ça permet de se rendre compte que beaucoup de choses qu'on a commises sont fausses, et qu'on tâche de les corriger. Oui, certes, je suis d'accord avec cette formule, mais cela ne doit pas rester rhétorique, cela doit se passer dans les faits. Et il ne faut surtout pas que seul « l'aspect malheur » se révèle et que « l'aspect chance » ne soit pas utilisé. Si on veut que « l'aspect chance » soit utilisé, il faut justement chercher des domaines originaux dans lesquels on a justement tendance, en période de crise, à ne pas aller chercher les solutions.

Et la culture (le monde culturel) indéniablement - à cause de l'image qu'en ont le monde économique et le monde politique, cette image que je qualifiais de l'anglicisme "nice to have" un peu gentillet - a tendance à être plus victime sans doute que les autres des crises.

Pourquoi ? Parce que « bien sûr, ça fait partie du superflu, la culture ! ». Alors on va couper dans les budgets culturels - pas seulement ceux des pouvoirs publics, qui tôt ou tard à la suite de leurs efforts vont de nouveau, sous une pression politique classique, devoir réduire le volume de leur engagement, mais aussi dans les entreprises, dans le mécénat. Songez au nombre de fondations qui aujourd'hui, même pas à cause de la crise économique mais en raison de la crise financière n'ont plus de revenu, ne peuvent plus distribuer de quoi soutenir des projets, des expositions, des spectacles, que sais-je... Songez aussi simplement à des particuliers qui se montrent moins enclins à mettre de l'argent dans le domaine culturel. Tous les domaines tendent à réagir prioritairement en réduisant sur les budgets culturels en période de crise.

Il est donc fondamental si l'on veut être, selon la fameuse formule, « anticyclique » que les pouvoirs publics réagissent, et singulièrement la Confédération car la Confédération justement n'est pas l'acteur principal, on ne le dit que trop. Je sais qu'à Genève comme dans le Canton de Vaud, de manière plus aiguë que dans le Canton de Vaud, c'est un débat de savoir si c'est la Ville ou si c'est le Canton qui doit avoir la haute main sur l'activité de politique culturelle. En général partout en Suisse, dans une certaine mesure (pour les musées, par exemple, dans le Canton de Vaud c'est le Canton), la Confédération n'a qu'une compétence tout à fait subsidiaire par rapport aux communes et par rapport aux différents cantons.

Mais la Confédération a une compétence en politique conjoncturelle. Et dans le cadre de sa politique conjoncturelle et compte tenu de sa compétence subsidiaire en matière de culture, elle peut faire beaucoup ; elle peut être là pour dire « nous allons faire ce qu'il faut pour être le catalyseur d'une politique qui va à contre-courant de la morosité actuelle, nous allons amener des sous qui ne seraient pas là autrement », qu'on ne mettra peut-être pas ou plus à partir du moment où l'on aura retrouvé un cours normal relativement prospère, espérons-le, dans un certain nombre d'années. Mais tant que nous sommes dans cette situation spéciale, elle devrait venir là au secours ; c'est un rôle particulièrement important parce que l'on sait que dans le domaine de la culture, le montage des projets quels qu'ils soient dépend fortement du premier qui met les sous ; quand le premier a mis les sous et a dit « je crois en ce projet et j'y mets une somme non négligeable, mais je ne vais pas financer tout seul, j'attends que d'autres, du secteur des fondations, des particuliers ou d'autres pouvoirs publics viennent aussi apporter quelque chose », on peut commencer à mettre en place « un tour de table ».

Il y a là ce que les économistes adorent qualifier « d'effet de levier ». Il y a des effets de levier très négatifs dans les « hedge funds », par exemple ; cela peut être très défavorable mais il y a aussi des effets de levier extrêmement positifs, et à ce sujet la Confédération a une chance, indiscutablement, à jouer. Et puis elle (la Confédération) a aussi une autre raison : on ne le dit pas assez souvent, la culture outre sa valeur propre artistique, culturelle, outre ses effets économiques que j'ai souligné tout à l'heure, la culture est elle-même un catalyseur d'un autre secteur culturel, un secteur très important pour la Suisse, le tourisme ; et singulièrement le tourisme urbain vit dans une mesure non négligeable de la dynamique de la culture : là où il y a des musées, là où il y a des spectacles, là où il y a des expositions, là où il y a des choses intéressantes à aller voir - simplement pour prendre le patrimoine historique et non pas seulement la culture vivante - il y a des touristes. Et je dirai aussi en tant qu'écologiste, heureusement des touristes qui parfois sont des « touristes à courtes distances », qui ne se déplacent pas sur le tour de la terre juste pour aller se baigner, mais qui vont parfois à quelques dizaines ou centaines de kilomètres -, qui passent quelques nuits, qui profitent des restaurants et des autres agréments de l'endroit.

Des études nombreuses démontrent que la culture sert en quelque sorte comme incubateur en faveur du tourisme ; or le tourisme est justement l'un des secteurs qui souffre le tout premier, après des saisons exceptionnelles. Singulièrement le tourisme urbain - notamment concernant les nuitées dans les hôtels 3ème, 4ème, 5ème catégorie ou 3, 4, 5 étoiles - est particulièrement visé.

Tout ce que nous pouvons faire pour rapidement montrer qu'il y a de l'offre culturelle nouvelle, originale - parfois c'est simplement une histoire de mise en valeur, de marketing qui doit être fait - a aussi un effet de levier sur cet autre secteur.

Enfin le troisième aspect que je soulignais dans mon intervention et auquel je crois profondément et qui nous ramène à mes propos de tout à l'heure sur les salaires : il est bien clair que les 100'000 personnes environ - très grossièrement calculé - qui travaillent dans le domaine culturel en Suisse sont des personnes très généralement au bénéfice de contrats de travail précaires. Ce ne sont pas des emplois mirobolants et ce ne sont pas des emplois très sûrs non plus. Cela a pour conséquence que, le secteur étant touché au premier chef par ce qui se passe, il est bien clair que ces personnes vont de manière « surproportionnelle » être victimes du chômage et venir peser sur les différents systèmes de sécurité sociale qui sont les nôtres. Donc, tout ce que nous pourrions faire pour eux, non seulement par rapport à ce qu'on pourrait faire dans n'importe quel autre secteur, créera un peu d'emploi, mais très certainement évitera que cette population de travailleurs plus fragiles, plus précaires que les autres, ne subisse encore plus fortement qu'en période normale les effets de sa situation. Je pense que l'on a un meilleur - si j'ose employer un terme aussi cru - un meilleur rendement au point de vue des assurances sociales, du point de vue assécurologique et du point de vue du système social dans son ensemble, à aider le secteur de la culture qu'à aider, par exemple, le secteur financier dont je parlais tout à l'heure parce que l'on peut penser que les financiers auront plus de facilité à se tirer d'affaire dans une situation où ils perdraient, par exemple, leur emploi.

Ces trois aspects, l'aspect « tour de table », l'aspect « effet sur le tourisme », l'aspect « aide » aux populations de travailleurs précaires qui sont très nombreuses dans le secteur de la culture, ces trois aspects auraient dû faire en sorte que notre Gouvernement et notre Parlement réalisent qu'il y avait là une chance. Je crains de devoir vous décevoir, après les espoirs que j'ai peut-être fait naître avec mes propos, en vous disant que Mme Doris Leuthard n'a rien trouvé de mieux que de me répondre des propos aussi superficiels et convenus que vous avez en période de crise : «Les gens vont toujours tout autant au cinéma ou au théâtre parce que cela leur change les idées dans la morosité ambiante». C'est non seulement superficiel mais cela passe à côté du sujet puisque ce que je proposais ce n'était pas tant de soutenir la consommation du spectacle que le maintien d'une certaine dynamique de la création de nouveaux projets ou le maintien de projets qui étaient sur le point de se créer.

Néanmoins, cette motion, pour l'instant rejetée, comme une nouvelle proposition s'annonce à l'horizon probablement avant l'été, je pense qu'il convient de reprendre le bâton de pèlerin, d'insister, de montrer à quel point le premier débat qui s'est fait au mois de mars au Conseil des Etats sur cette question a été indigent ; de demander quels sont les chiffres réels après un semestre de crise avérée, de ce que subit le secteur de la culture et ce qu'il est prévu de faire.

Car, tout à la fois, c'est là aussi un désavantage et un avantage, la crise économique est probablement appelée à durer plus longtemps que l'année ou l'année et demie que voulaient nous pronostiquer ceux qui cherchaient à nous rassurer de manière simpliste. Cela veut dire aussi que nous avons une certaine profondeur de champ, une certaine durée devant nous pour appliquer ces mesures-là.

Et ce que j'espère surtout, c'est qu'avec ce travail continu consistant à taper sur le clou de la culture, qui apporte non seulement à notre esprit et à notre stabilité émotionnelle, pourrait-on dire, mais qui apporte aussi tout simplement et assez prosaïquement à notre économie - il faut l'admettre - , qu'à travers cette réflexion, nous cesserons d'avoir cette vision réductrice, un peu paternaliste et insuffisante, de la nécessité de financer la culture - pas uniquement par les pouvoirs publics, je l'admets, aussi avec des sources privées, fondations et particuliers.

J'espère que l'on arrivera petit à petit à faire changer l'état d'esprit. Il y a des pays dans le monde, les plus libéraux dans leur économie comme les Etats-Unis, où la négligence, la désinvolture à l'égard de la culture que nous manifestons parfois, n'est pas à l'ordre du jour.

Ce n'est donc pas sans espoir que nous puissions progresser dans ce sens. Je vous remercie.